

**DECLARATION LIMINAIRE
COMITE TECHNIQUE DU 02 AVRIL 2013**

Monsieur Le Président,

Alors que les gouvernements successifs poursuivent avec toujours plus de vigueur la politique d'austérité et de rigueur dans la Fonction publique, de nouvelles attaques semblent s'annoncer contre le Service public.

En effet, après le gel des salaires pour la 3^{ème} année consécutive (gel de la valeur du point d'indice), après la diminution de 50 % des mesures catégorielles (primes et avancement), après la diminution de 15 % (sur 3 ans) des moyens de fonctionnement des administrations et après la dernière annonce du Premier ministre de réduire de 5 milliards d'euros supplémentaires les moyens alloués pour le budget 2014, un nouveau danger guette les usagers et les agents publics.

Le Premier ministre lancera une mission destinée à réformer, ou plutôt supprimer, les services départementaux de l'Etat. Les Directions Départementales des Finances Publiques sont donc directement menacées. Depuis de nombreuses années, les Directions Régionales montent en puissance et de nombreuses missions ont déjà été régionalisées !

Dès lors se poserait la question du service rendu, de l'accessibilité aux services publics, de l'égalité de traitement et de l'exercice des droits fondamentaux pour les usagers. Comment l'Etat pourra-t-il connaître, comprendre et répondre aux attentes des usagers s'il déserte les territoires de la République ?

On ne peut pas impunément dire STOP à la RGPP et ensuite faire pire avec une nouvelle RGPP dénommée MAP qui détruit le Service public de l'Etat de proximité.

F.O.-DGFIP condamne les suppressions d'emplois qui se poursuivent et la réduction des crédits budgétaires qui amplifient la dégradation des conditions de travail des personnels. Les agents des Finances Publiques subissent quotidiennement les conséquences dramatiques de cette politique dans leur vie professionnelle et l'exercice de leurs missions.

F.O.-DGFIP récuse la démarche stratégique, prétexte aux futures suppressions d'emplois, à la réduction du réseau et à la restructuration des missions financières comme fiscales.

Dans un environnement marqué par l'Acte III de la décentralisation que combat Force Ouvrière, par l'état désastreux du réseau et celui de l'exercice des missions de la DGFIP, la Direction Générale choisit aujourd'hui de mettre en œuvre les préconisations de la Cour des Comptes. Pour cela, elle déclare la fusion achevée alors que trop de dossiers restent en suspens et lance une démarche catastrophique porteuse de tous les dangers dont F.O.-DGFIP exige l'arrêt de toute urgence dans l'intérêt des personnels et des missions.

A la lecture des documents transmis aux organisations syndicales, il apparaît que le budget de fonctionnement 2013 est inacceptable : la baisse continue et s'amplifie (- 13 %) !

Vous allez donc devoir une nouvelle fois adapter le fonctionnement des services et la manière de travailler des agents au budget qui vous est alloué. Alors que pour nous, c'est l'inverse qu'il conviendrait de faire.

Avec une telle diminution des budgets de fonctionnement locaux, la Direction Générale met en péril l'avenir de la DGFIP et de ses propres agents.

FORCE OUVRIERE revendique :

- **L'arrêt des réorganisations, redéploiement et restructurations des services et du réseau comptable : non à la réduction des missions, à l'interministérialité, à la régionalisation (acte 3 de décentralisation), non à la fermeture des trésoreries.**
- **L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et de la démarche stratégique,**
- **La restitution des emplois supprimés, seule garantie pour l'amélioration des conditions de travail, de la vie des agents dans les services et de l'exercice de toutes les missions.**
- **Le maintien du Statut Général de la Fonction Publique et des statuts particuliers.**